



Kurdes et Albanais du Kosovo

Même histoire - différentes fins

Kurdes et Albanais du Kosovo **Même histoire - différentes fins**

Les Kurdes d'Irak du Nord et les Albanais du Kosovo d'Europe du Sud sont peut-être éloignés les uns des autres géographiquement, mais leur histoire récente présente davantage de similarités que de différences. Ce sont deux peuples dont la culture est distincte de la moitié du reste de leurs pays respectifs; ils ont un sens d'identité séparée; ils sont tous deux des minorités (par rapport à des majorités arabes et serbes respectivement); et ils ont un long passé de discrimination et de mauvais traitement aux mains d'un Etat plus grand. La différence réside essentiellement dans la réaction de la communauté internationale relativement à leurs difficultés.

Bien que Slobodan Milosevic et quatre autres membres du régime serbe aient été mis en accusation pour crimes de guerre par un Tribunal criminel le 27 mai 1999, Saddam Hussein et d'autres personnages marquants du régime irakien, en dépit des meurtres qu'ils ont commis sur un grand nombre de leurs gens, restent libres de terroriser leur propre population.



Photographs courtesy of Rex Features Ltd, 18 Vine Hill, London, and the Iraqi National Congress

Autonomie

<p>En 1971, le nouveau gouvernement de Ba'ath a déclaré qu'il créerait la nouvelle région autonome du Kurdistan irakien. Les négociations se sont poursuivies jusqu'à 1974 lorsque Bagdad a annoncé que la région autonome couvrirait environ la moitié du Kurdistan irakien et excluait la ville pétrolifère de Kirkuk. Les conflits qui en ont résulté ont entraîné une révolte en 1975.</p>	<p>Le Kosovo a reçu une certaine autonomie par Tito. Cependant, le pouvoir de Milosevic était basé sur le nationalisme et l'autonomie a été retirée en 1989 pour satisfaire la fierté nationale des Serbes. Ceci a coïncidé avec la répression de l'identité culturelle des Albanais du Kosovo.</p>
--	---

La croissance de la résistance

<p>Il existe un passé prolongé d'opposition kurde au gouvernement de Ba'ath à Bagdad. Au milieu des années 70, il y a eu une révolte importante. Au début de la guerre Iran-Irak, les guérilleros kurdes (Peshmergas) ont tiré parti du souci du régime irakien de saisir des parts du territoire importantes entre les frontières iranienne et turque. Ceci a été ressenti comme une menace particulière pour le régime parce que ceci représentait une grande partie de l'économie fondamentale irakienne et menaçait les gisements pétroliers de Kirkuk et les barrages de Darbandikhan et Dukan qui fournissaient à Bagdad de l'eau et de l'électricité. Les forces kurdes ont aussi joué un rôle important lors du soulèvement de Intifada après la guerre du Golfe de 1991.</p>	<p>Le Front de Libération du Kosovo a été premièrement constitué en 1992 lorsque la Yougoslavie s'est fragmentée. En 1996, le FLK a été responsable de diverses fusillades et attentats à la bombe sur les forces de sécurité. Il est resté une organisation relativement petite, mais a servi d'excuse à la répression grave ordonnée par le régime de Belgrade pendant 1998. L'escalade de l'offensive serbe à partir de mars 1999 a eu pour résultat que des milliers sont venus en masse rejoindre le FLK, le transformant en une force de frappe importante bien que mal équipée. Il a été capable de harceler les forces serbes de manière efficace, en particulier pendant la campagne de bombardement de l'OTAN.</p>
---	--

La réponse de l'Etat

Les Kurdes ont été désignés "saboteurs" et leur citoyenneté irakienne a été effectivement révoquée. La distinction entre les combattants et les civils a été retirée. En juin 1987, le règlement 28/3650 a désigné le territoire détenu par les Peshmergas zone interdite. Aucun contact n'était autorisé avec le reste de l'Irak. Des villages ont été détruits et la population réimplantée dans des "villes de la victoire". Des bombardements aériens et des fusillades au hasard ont été utilisés pour terroriser la population et tuer. Pendant tout 1987 et 1988, les armes chimiques ont été utilisées contre les civils à plusieurs reprises. Les civils ont été exclus de la région et le bétail a été détruit.

Les forces serbes ont commencé leur campagne contre le FLK sous la forme d'une action par la police de bas profil. De plus en plus, on ne faisait guère la distinction entre les civils et les combattants. Les unités gouvernementales ont commencé à bombarder les villages occupés par le FLK au hasard (ou ceux que l'on suspectait). Les villages qui étaient censés abriter les soldats du FLK ont été brûlés. Cette politique non discriminatoire a empiré avec l'attaque de Likosane et Cirez (fin février/début mars 1998) par la Police du Ministère des Affaires intérieures (MUP) au cours de laquelle 25 Albanais du Kosovo ont connu la mort. Cette politique contre les insurgés s'est poursuivie jusqu'en 1998 et est devenue une campagne à grande échelle de purification ethnique au printemps de 1999.

Détentions

Les victimes de *Anfal* ont été conduites vers divers camps comme Topzawa et Nugra Salman. Les hommes d'âge militaire ont été séparés des femmes et enfants et rarement revus. La malnutrition, le surpeuplement, les passages à tabac et les tortures étaient la norme dans les camps. Les exécutions sommaires étaient fréquentes.

Les hommes d'âge militaire ont été séparés de leur famille, dans les villages et dans les villes et à la frontière où les réfugiés essayaient de fuir. Des milliers de personnes ont été détenues dans des camps de détention ou ont servi de bouclier humain (par exemple à Orahovac au début d'avril 1999) et ont souffert la malnutrition, les passages à tabac et les tortures, constamment menacées d'exécution.

Exécutions sommaires

Tous les êtres humains et les animaux des zones interdites ont été abattus au titre du règlement 28/3650. Les Kurdes découverts étaient interrogés et, s'ils avaient entre 15 et 70 ans, ils étaient exécutés. Environ 150.000 – 200.000 personnes ont été abattues ou ont disparu pendant les campagnes de purification ethnique *de Anfal* contre les Kurdes.

Des exécutions sommaires ont été signalées dans au moins 70 villes et villages entre 1998 – 1999. Les intellectuels, leaders et professionnels ont été particulièrement ciblés. L'existence de charniers a été confirmée par photographie par satellite et l'armée de terre de l'OTAN après son arrivée à Kosovo. On craint pour les 200.000 personnes qui ont disparu.

Kurdistan

Frontière saoudienne, 1988 *"lorsque nous sommes arrivés, ils ont ouvert la porte... J'ai vu ce trou dans la terre entouré de soldats... creusé et prêt. Le trou ressemblait à une tranchée. Ils nous ont mis dans ce trou... c'était profond... jusqu'à l'écharpe de l'uniforme... un trou pour chaque camion..." Des soldats vêtus de noir armés de Kalashnikovs se tenaient autour des trous. Deux soldats se tenaient aux coins opposés et ont commencé à tirer. "Il y avait deux soldats... nous étions assis dans le trou et ils ont commencé à tirer."*

Taimour, un garçon kurde, dans *Cruauté et Silence* de Kanan Makiya (pp191-193)

Kosovo

Bela Crkva, 25 mars 1999, *"J'étais dans l'eau. La fusillade venait de partout. Les corps me tombaient dessus... les Serbes sont descendus au bord de la rivière et on tiré sur tout ce qui bougeait avec des pistolets automatiques. J'ai cru que j'étais mort."* **Isuf Zhuniqi, dans *The Sunday Times*, "Focus" le 27 juin 1998**

"La famille a essayé de fuir en se cachant sous le bord d'une rive, Sabri Popaj entend la fusillade et voit environ vingt Serbes en tenus de camouflage avec des bandanas blancs autour du bras debout sur le rivage et tirant sur la famille recroquevillée." **Financial Times 18/6/99**

Expulsions de force

Plus de 500.000 Kurdes ont été réimplantés dans les basses plaines ou dans des camps dans le désert entre 1985 – 1991. Ceci a été justifié en disant qu'ils étaient "mis à couvert" ou "intégré dans la civilisation". Une bordure de 30 km sur la frontière iranienne a été dépeuplée pour des "raisons de sécurité".

Jusqu'à 2.000.000 de Kurdes ont fui vers les frontières iranienne et turque après le soulèvement de mars 1991. Entre octobre 1991 et janvier 1992, 300.000 Kurdes ont été forcés de se réfugier vers les Alliés. Un grand nombre de leurs maisons ont été détruites ou données à des familles arabes pour s'assurer que les Kurdes ne reviennent pas.

90% des Albanais ethniques ont été évacués de leur maison au Kosovo. On a signalé que les Serbes forçaient les gens à monter dans des trains avec un fusil. Environ 700.000 réfugiés ont fui vers l'Albanie, la Macédoine, Monténégro, la Bosnie-Herzégovine et ailleurs. Environ 600.000 personnes ont été réimplantées au Kosovo lui-même. Plus de 500 zones résidentielles ont été brûlées entre mars et l'arrivée des troupes de l'OTAN au Kosovo, en plus des mosquées et des bâtiments civiques. Ceci pour réduire la possibilité de voir revenir les Albanais du Kosovo.

Kurdistan

"La caractéristique marquante de l'opération était les tueries en masse exécutées régulièrement et administrées de manière bureaucratique sur les villageois sans raison autre que le fait qu'ils vivaient dans une région qui était maintenant déclarée "interdite pour raison de sécurité".

Cruauté et Silence (p167)

"Il y avait un grand nombre de jeunes femmes et d'hommes et femmes âgés. Ils nous ont pris séparément et ils ont pris les jeunes hommes séparément. Les jeunes hommes de plus de sept ans. Ils ont été tabassés devant nous... Ils ont tué des hommes devant nous dans la rue.

Cruauté et Silence (p173)

Kosovo

15 avril 1999, les groupes de policiers serbes sont venus en voiture dans le village de Slovinje. Fatmir Goshi, un agriculteur de 35 ans a été réveillé par des cris et des bruits de fusillade. Lorsqu'il est sorti de chez lui il a vu les paramilitaires qui portaient des masques abattre les portes au coup de pied, ils en ont fait sortir les habitants et les ont tués. "Tout le monde hurlait et implorait d'être épargné" Cinquante personnes supplémentaires ont été fusillées de la même manière.

Guardian 27/4/99

Infraction de la neutralité médicale

<p>Des installations médicales ont été détruites et le personnel médical exécuté. Les autorités ont refusé aux médecins la permission de soigner les victimes d'attaques d'armes chimiques et ont retiré les victimes de l'hôpital ex. de l'Hôpital de la République à Arbil après l'attaque chimique de Sheikh Wasan (1987).</p>	<p>Il y a eu des pillages et la destruction des installations médicales ainsi que l'exécution du personnel médical. Le personnel albanais et les patients ont été évacués des installations médicales de Pristina et Pec fin mars 1999. Les installations médicales ont été quelquefois utilisées pour abriter les activités militaires.</p>
---	--

Purification de l'identité

<p>Confiscation des papiers d'identité et des effets personnels précieux des Kurdes après la campagne <i>Anfal</i>.</p>	<p>Confiscation des papiers d'identité, extraits de naissance, permis de conduire; destruction des listes électorales; retrait des plaques d'immatriculation des voitures des réfugiés en fuite.</p>
---	--

Viol

<p>L'utilisation du viol comme instrument de torture et dans les interrogations était répandu. Des violeurs "officiels" ont été utilisés, désignés par "violeurs de l'honneur des femmes". Utilisation de "salles de viol".</p>	<p>Révélation de l'augmentation de viols en masse. Des camps de viol systématique ont été établis à Djakovica et ailleurs. L'hôtel Karagac à Pec, par exemple, a été utilisé comme centre de viol par les troupes serbes.</p>
---	---

Kurdistan

Il restait les femmes. Les soldats les conduisaient vers des maisons spéciales et obligeaient les femmes et les jeunes femmes à servir de concubines. Les femmes ont trop honte pour en parler.

Cruauté et Silence (p162).

Kosovo

Y, 23 ans a été choisie deux nuits de suite. Le mardi elle a été violée par un soldat dans une maison vide. La nuit suivante elle a été conduite dans une maison pleine de soldats "ils m'ont forcée à enlever mes habits et m'ont enduite d'huile pour le corps et ils m'ont touchée partout. Ils m'ont ensuite obligée à leur faire du café"... "Plus de vingt filles ont été enlevées de notre maison. Elles sont revenues une demi-heure plus tard... Certaines d'entre elles ont dit qu'elles avaient été violées. Avec les autres nous savions que c'était le cas." The Guardian 28/4/99

La réponse de la Communauté internationale

Septembre 1988 – Le Ministère d'Etat américain a publiquement condamné la campagne irakienne Anfal contre les Kurdes.

Avril 1991

i) Après la guerre du Golfe, la Résolution 688 des Nations Unies a été proposée, condamnant la répression au Kurdistan et faisant appel à une aide considérable pour aider les fugitifs kurdes.

ii) L'opération "Offrir du confort" a commencé.

iii) Une zone d'interdiction pour les avions a été créée au nord du 36ème parallèle. L'armée irakienne a été obligée de se retirer de la frontière turque.

iv) Des troupes composées de 20.000 britanniques, Français et Américains ont créé six "refuge". Néanmoins, ces troupes n'ont pas reçu le statut des Nations Unies.

Mi-juillet 1991 – La majorité des troupes de coalition se sont retirées. Une force de réaction rapide a été mise sur pied d'intervention en Turquie (Opération "Prêt à attaquer").

Septembre 1991 – le plan initial pour les 5.000 troupes a été abandonné. Seules les patrouilles aériennes restent sous les auspices des forces de coalition pas des Nations Unies.

Janvier 1992 – Un Rapporteur spécial des Nations Unies sur les Droits de l'Homme en Irak a été désigné, Max van der Stoep, a qui l'on a depuis constamment refusé l'entrée en Irak.

Mars 1998 – La Résolution 1160 des Nations Unies a condamné la force excessive utilisée par les forces serbes au Kosovo.

Juillet 1998 – La mission de l'Observateur diplomatique à Kosovo a été établie.

La Résolution 1199 des Nations Unies a exigé un cessez le feu.

Octobre 1998 – La Mission de Vérification du Kosovo a été établie pour contrôler la situation concernant les Droits de l'Homme.

Février 1999 – Les discussions diplomatiques forcées ont commencé à Rambouillet en France.

Mars 1999 – Les raids aériens de l'OTAN ont commencé après la rupture des pourparlers et le refus de Milosevic d'accepter de se voir imposer des restrictions sur ses actions.

Mai 1999 – Le Président Milosevic et quatre autres personnes sont mis en accusation par le Tribunal criminel international de l'Ancienne Yougoslavie à la Haye pour crimes de guerre.

Juin 1999 – Les troupes de l'OTAN et russes entrent au Kosovo avec pour objectif d'y rester pendant de nombreuses années. Les Etats-Unis ont placé une prime de \$5 millions de dollars sur Milosevic et quatre autres membres du régime serbe, pour leur capture pour obtenir des informations menant à leur arrestation.

Les crimes commis sur les Kurdes sont les mêmes que ceux infligés aux Albanais de Kosovo et dans de nombreux cas sont pires. La différence en matière de réaction internationale est néanmoins importante.

- **La condamnation des atrocités serbes au Kosovo a été presque universelle tandis que celle concernant les actions des irakiens contre les Kurdes était atténuée.**
- **Pour garantir le retour des Albanais du Kosovo, des raids aériens ont été organisés pendant une période de trois mois. Des milliers de troupes de l'OTAN et russes et environ 2000 policiers des Nations Unies sont entrés dans la région pour garantir leur protection future.**

Après la campagne Anfal en 1988 et l'exode de milliers de Kurdes terrifiés, aucune action militaire n'a eu lieu contre le régime irakien. A la place, la fin de la guerre Iran-Irak a vu l'augmentation des garanties des crédits à l'exportation à l'Irak de nombreux pays.

La fuite de 2.000.000 Kurdes après la guerre du Golfe a entraîné l'arrivée d'environ 20.000 troupes qui se sont retirées après quelques mois. La zone "refuge" s'étend à moins d'un quart du Kurdistan.

- **Milosevic est mis en accusation pour les crimes de guerre et crimes contre l'humanité commis au cours de l'année dernière et une prime de \$5 millions de dollars a été placée sur sa tête. Saddam Hussein, qui est responsable de crimes similaires qui remontent à 1979, n'a pas été mis en accusation par aucun tribunal.**



• La Prochaine Etape

Nous avons besoin de votre soutien de manière à pouvoir travailler ensemble à mettre sur pied un tribunal International pour juger les membres du régime irakien.

Veillez remplir le formulaire au verso et donner votre soutien ou bien veuillez contacter INDICT pour obtenir un complément d'informations.

Téléphone: + 44 207 840 0190

Fax: + 44 207 840 0191

Site Web www.indict.org

e-mail: info@indict.org

ou écrivez à : INDICT
PO Box 23184
London
SE1 7WJ



Feuille de point de contact

Membre du Parlement ONG/Droits de l'Hom. Journaliste Avocat
Public Diplomate Irakien/Kurd.

Nom	
Adresse	
Tél (I) (II)	
Fax	
E.Mail	

Je soutiens les objectifs de INDICT.

Signature-----



The International Campaign to Indict Iraqi War Criminals

La campagne pour mettre en accusation les criminels de guerre irakiens
PO Box 23184, London, SE1 7WJ